



BRÈVES SECTORIELLES Espagne, Portugal et Andorre

Une publication du SER de Madrid, du SE de Lisbonne et de l'Ambassade de France en Andorre
Avril 2026

Le chiffre : 9, soit le nombre de tempêtes de forte intensité ayant affecté la péninsule ibérique au cours du premier trimestre. Les intempéries ont causé la mort de 3 personnes, provoqué l'évacuation de 12 400 autres et coupé 150 routes en Espagne, justifiant la mobilisation de 7 Md€ à la mi-février. Le Portugal a été plus lourdement affecté par ces tempêtes d'une intensité exceptionnelle, déplorant 18 morts, 3 000 sinistrés et des dégâts massifs atteignant 2 % PIB selon les premières estimations.

Energie

Crise au Moyen-Orient : le Portugal et l'Espagne adoptent des mesures d'ordre fiscal et de soutien au profit des ménages et des secteurs les plus vulnérables.

Le Portugal a annoncé des premières mesures dès le 6 mars 2025, à travers la réduction « temporaire et exceptionnelle » de la taxe sur les produits pétroliers et énergétiques, reconduite chaque semaine si l'augmentation constatée, tant pour l'essence que pour le diesel, demeure au-dessus de 10 centimes par rapport aux valeurs de référence du 6 mars 2026. En outre, faisant suite à la demande de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), le Premier ministre Luís Montenegro a annoncé le 11 mars que le Portugal libérerait deux millions de barils de pétrole de ses réserves stratégiques (10 % de ses réserves stockées ; près de 275 kt de produits pétroliers et dérivés).

Le Portugal a progressivement mis en place d'autres mesures plus ciblées, consolidées dans un plan de soutien annoncé par le gouvernement le 27 mars, lequel prévoit un soutien de 150 M€ par mois à différents secteurs. Celui-ci comprend notamment :

- un mécanisme exceptionnel pour le diesel professionnel destiné aux entreprises de transport de passagers et de marchandises (aide supplémentaire de 10 centimes par litre) ;

- une aide exceptionnelle pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture (majoration de 10 centimes par litre sur le gazole coloré et marqué), ainsi que pour les associations de sapeurs-pompiers humanitaires (versement unique de 360€ par poids lourd) ;
- une aide pour les entreprises de taxis (versement unique de 120€ par taxi).

S'agissant du gaz, le gouvernement portugais a mis en place le programme « bonbonne solidaire », permettant aux foyers les plus modestes de bénéficier d'une subvention de 25€ par bonbonne.

L'Espagne a quant à elle autorisé le déstockage de produits pétroliers équivalant à 12,3 jours de consommation nationale à compter du 17 mars, soit 11,5 millions de barils équivalent à 3% des volumes libérés. La première phase porte sur quatre jours de consommation (soit 3,75 millions de barils), avec des ajustements ultérieurs selon l'évolution de la situation, mobilisant stocks industriels et réserves stratégiques pour un total de 8 millions de barils.

A la suite d'un conseil des ministres exceptionnel tenu le 20 mars, le gouvernement a adopté un « plan global de réponse à la crise au Moyen-Orient » comprenant 80 mesures et dont le coût budgétaire est évalué à 5 Md€. Ce plan a été approuvé, une semaine plus tard, par le Congrès des Députés. Il comprend :

- un mécanisme d'aides directes de 0,20€ / L d'essence pour les professionnels des transports, les agriculteurs et les pêcheurs ainsi que des aides à l'achat de fertilisants ;
- des mesures d'ordre fiscal, avec une réduction du taux de la TVA sur l'électricité, le gaz naturel, l'essence et le gazole et une suspension d'accises sur l'électricité ;
- des mesures en faveur des consommateurs les plus vulnérables, avec un gel du prix de la bonbonne de butane ou encore l'interdiction des coupures en approvisionnement énergétique ;
- une réduction des coûts associés au transport d'électricité, pour les énergies électro-intensives.

En Andorre, la hausse des prix des carburants fait craindre une perte de compétitivité des stations-service.

Les prix des carburants sont, traditionnellement, moins chers en Andorre que dans les pays voisins et attirent une clientèle venue de l'extérieur de la Principauté. Avant la crise au Moyen-Orient, le prix moyen du litre de SP95 se situait à 1,28€ et celui du gazole à 1,22€. À la fin du mois de mars, ces prix ont franchi la barre des 1,50€ / L et se situent même, selon les stations, aux alentours des 1,60€.

Cette situation suscite l'inquiétude des professionnels du secteur de l'importation et de la distribution de carburants, qui appellent l'attention du gouvernement sur la perte de compétitivité des stations-service andorranes par rapport aux stations low-cost espagnoles, en particulier depuis la mise en place de mesures d'allègement de la fiscalité par le gouvernement de Pedro Sanchez.

L'association des importateurs de carburant a sollicité une réunion avec le gouvernement pour envisager des mesures permettant de faire baisser les prix et de retrouver de la compétitivité. L'association estime que des marges de manoeuvre existent : actuellement, 54 centimes du prix du litre de SP95 vont dans les caisses de l'État, 58 centimes pour le SP98 et 40 centimes pour le gazole.

À ce stade, le gouvernement n'a pas officiellement répondu aux demandes des professionnels et s'est contenté d'en prendre acte, précisant qu'il analyserait la situation avant de prendre toute mesure.

Black out ibérique d'avril 2025 : un défi d'ordre systématique pour les réseaux électriques ?

À la suite de la panne d'électricité généralisée du 28 avril 2025, le réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (ENTSO-e) a produit un second rapport qui conclut à une combinaison de facteurs techniques interconnectés à l'origine de l'incident.

Parmi les principales causes figurent des oscillations, un contrôle insuffisant de la tension en Espagne, des divergences dans les pratiques de régulation, ainsi que des réductions rapides de production et des déconnexions de générateurs. Ces éléments ont entraîné une perte de synchronisme du système ibérique avec le reste de l'Europe continentale. Le rapport écarte toute responsabilité du Portugal, identifiant comme cause principale des défaillances dans le contrôle de la tension côté espagnol.

Le rapport recommande de renforcer les pratiques opérationnelles, d'améliorer la surveillance du système, d'accroître la coordination entre acteurs et d'adapter les cadres réglementaires.

La ministre portugaise de l'énergie, Maria da Graça Carvalho, a indiqué que 90 % des mesures sont déjà mises en œuvre ou prévues, tout en soulignant, avec l'opérateur Réseaux énergétiques nationaux, la persistance de certains risques. En Espagne, la ministre Sara Aagesen a affirmé que des mesures ont été prises depuis l'incident et que le système est désormais mieux préparé à prévenir sa répétition.

Au Portugal, les énergies renouvelables atteignent des niveaux record tandis que le gouvernement poursuit ses actions en faveur d'un système électrique plus résilient.

Le Portugal atteint des niveaux historiques d'énergies renouvelables, représentant 68 % de la consommation en 2025 et 79 % début 2026. Cette progression s'appuie sur de nouveaux projets, dont un premier parc hybride hydro-solaire, et sur des dispositifs de soutien au photovoltaïque. Le gouvernement explore également le potentiel d'anciennes zones minières pour accueillir de nouvelles capacités renouvelables. Malgré cette dynamique, le recours au gaz naturel a fortement augmenté en 2025, illustrant les besoins d'équilibrage du système.

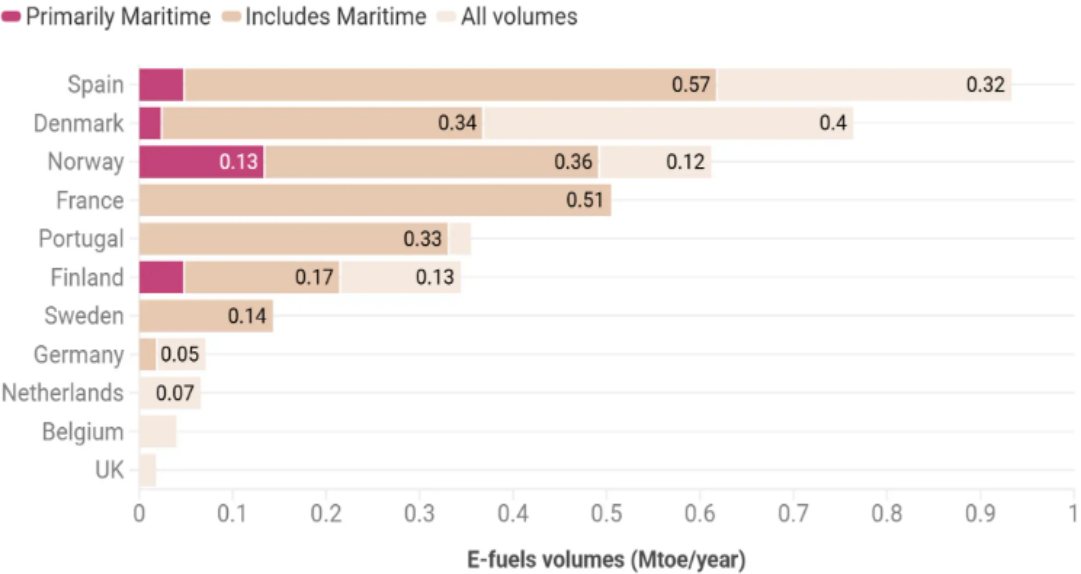
En parallèle, les autorités renforcent la résilience du réseau électrique après plusieurs incidents climatiques et techniques. Le gestionnaire REN est autorisé à investir plus de 600 M€ pour moderniser les infrastructures. Des mécanismes de gestion de la tension devraient être lancés à partir de 2027. Le régulateur travaille à l'évaluation des besoins de flexibilité, avec un

rapport attendu en 2026. Enfin, des projets industriels sont à l'étude pour améliorer la robustesse du réseau face aux aléas climatiques.

Carburants verts dans le secteur maritime : l'Espagne en tête, le Portugal se rapproche du peloton européen.

Selon une étude de la Fédération européenne des Transports, l'Espagne est leader européen dans le développement de projets de carburants verts pour le transport maritime, avec environ 0,57 million de tonnes de capacité identifiée. Le Portugal occupe la 5^{ème} place avec une capacité estimée à 0,33 million de tonnes, parmi les 80 initiatives recensées à l'échelle européenne portant sur l'hydrogène vert et les combustibles de synthèse. Cette dynamique ibérique s'inscrit dans un contexte où la Norvège, le Danemark et la France figurent également parmi les pays les plus avancés. Toutefois, la Fédération européenne des Transports souligne que l'absence de cadre réglementaire ambitieux pour le transport maritime (seulement 5% d'énergies propres exigées d'ici 2030) et le manque de sécurité juridique freinent la plupart des projets.

Spain and Denmark hold the largest potential e-fuel volumes
but Norway leads the way on e-fuels dedicated to the maritime sector.



Environnement - climat

L'Espagne et le Portugal scellent une Alliance pour la sécurité climatique lors du 36^{ème} Sommet ibérique.

Le Portugal et l'Espagne ont signé 12 accords de coopération à l'occasion du 36^{ème} Sommet hispano-portugais, organisé le 6 mars 2026 à La Rábida (Huelva), portant principalement sur l'urgence climatique et la sécurité face aux phénomènes extrêmes.

L'un des accords phares est l'Alliance ibérique pour la sécurité climatique, qui fixe des mesures conjointes pour prévenir et gérer les risques liés aux incendies, tempêtes et inondations. En effet, cette Alliance s'inscrit dans un contexte de phénomènes météorologiques extrêmes survenus dans la péninsule Ibérique au cours des 18 derniers mois, dont les inondations de Valence en octobre 2024, les incendies massifs de l'été 2025 et le train de tempêtes du début 2026. Cette coopération concerne la protection civile, la gestion des urgences et la prévention des risques, incluant le développement de la Constellation Atlantique de satellites d'observation de la Terre.

Le Sommet a également mis l'accent sur la compétitivité, l'innovation et la recherche scientifique, ainsi que la modernisation des interconnexions énergétiques. Les deux pays reconnaissent la vulnérabilité de la région face au changement climatique et visent à intégrer la sécurité climatique dans leurs politiques nationales et européennes.

XIIIe Conférence ibéro-américaine des ministres de l'Environnement et du Climat.

La XIIIe Conférence ibéro-américaine des ministres de l'Environnement et du Climat s'est déroulée à Málaga les 25 et 26 mars 2026, organisée par le ministère espagnol de la Transition Ecologique et du Défi Démographique et le Secrétariat Général Ibéro-américain chargé de coordonner la coopération entre les pays ibéro-américains. La rencontre a réuni les ministres de l'Espagne, du Portugal, d'Andorre ainsi que des pays d'Amérique latine.

La conférence a abordé quatre grands thèmes : les systèmes d'alerte et l'évaluation des risques climatiques, la gestion durable de l'eau, la biodiversité et la gestion des forêts, ainsi que la protection des océans face à la pollution plastique. L'objectif était de renforcer la coopération régionale, le financement, le transfert de technologies et le développement des capacités pour mieux faire face aux effets du changement climatique et à la pression sur les ressources naturelles.

Les participants ont adopté l'Agenda environnemental ibéro-américain, qui constituera le cadre de la coopération jusqu'en 2030. Cette conférence s'inscrivait également dans les préparatifs du XXXe Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement prévu en 2026 à Madrid début novembre.

Transport - mobilités

L'accident ferroviaire d'Adamuz (Espagne) survenu le 18 janvier a fait perdre, le mois suivant, plus de 214 000 voyageurs.

La collision meurtrière du 18 janvier entre deux trains à grande vitesse d'Iryo et de Renfe, à l'origine de 46 morts, a été à l'origine de retards répétés dus à la réduction de la vitesse sur le réseau, pour cause d'opérations de maintenance, altérant la confiance des voyageurs.

Plus de 214 000 passagers ont été perdus sur le total de corridors opérationnels en février, soit une chute d'environ 15 % de la demande, un niveau inédit hors période de pandémie. Les axes Madrid-Barcelone et Madrid-Levante ont été particulièrement touchés et le corridor sud est resté interrompu plus d'un mois.

La crise est intervenue dans un contexte de forte hausse des prix, avec des augmentations allant jusqu'à 51 % sur certaines lignes, ce qui a accentué la baisse de fréquentation. Face à cette situation, Renfe, Ouigo et Iryo ont dû réduire leurs tarifs d'environ 20 % pour tenter de relancer la demande, tout en faisant face à d'importantes pertes économiques.

Le Portugal se prépare pour le train à grande vitesse et renforce son parc de rames avec Alstom.

L'opérateur public Comboios de Portugal (CP) prévoit de lancer la première LGV Porto-Lisbonne en 2032, réduisant le temps de trajet à 1h15. L'appel d'offres pour l'acquisition des 12 rames destinées à cette ligne devrait progresser cette année, le matériel roulant devant être livré avant la mise en service. Les procédures pour les liaisons Porto-Vigo et Lisbonne-Madrid sont également en cours. Parallèlement, CP renforce son parc urbain et régional avec un avenant au contrat passé avec Alstom et DST, portant le total à 153 nouvelles rames (117 rames initiales et 36 supplémentaires pour le service urbain), pour un investissement de 1,06 Md€. La livraison de certaines rames est avancée à 2031. Le projet inclut la construction d'une usine à Matosinhos, générant environ 300 emplois. Le financement est assuré par l'État (710,1 M€), le programme Sustentável 2030 (141,4 M€) et le Fonds pour l'environnement (212,5 M€).

La Renfe lance un appel d'offres pour 30 trains à grande vitesse pour 1,8 Md€ afin de moderniser sa flotte et accroître son offre.

Renfe a annoncé la plus importante commande de matériel ferroviaire de son histoire pour l'acquisition de 30 trains à grande vitesse, avec une option pour 10 unités supplémentaires, pour 1,4 Md€ (jusqu'à 1,8 Md€ avec les 10 trains supplémentaires).

Ces trains, conçus pour atteindre 350 km/h une fois les infrastructures adaptées, disposeront d'un minimum de 450 places, de zones accessibles aux personnes à mobilité réduite, d'espaces pour les vélos et de services de restauration à bord.

La livraison des premiers trains est prévue dans environ 40 mois, et la flotte complète devra être opérationnelle 78 mois après la signature du contrat. Les fournisseurs seront sélectionnés selon des critères techniques, économiques et de maintenance pour garantir une flotte fiable, efficace et durable. Ce projet vise à renforcer le rôle de Renfe comme opérateur public

de référence en Europe et à améliorer la compétitivité et la qualité du service sur les lignes à grande vitesse, en réponse à la croissance générale prévue de la demande de transport ferroviaire.

La production et la vente de voitures électriques en forte hausse au Portugal.

En 2025, les cinq usines automobiles du Portugal ont produit 341 361 véhicules (+2,7 % par rapport à 2024), dont 70% à l'usine Volkswagen Autoeuropa à Palmela et 27% à Stellantis à Mangualde. La grande majorité des véhicules produits (88 %) sont destinés à l'exportation vers l'Europe. Parallèlement, les ventes de voitures électriques ont atteint un nouveau record avec 52 256 immatriculations, soit 23,2% des nouvelles voitures vendues, contre 41 757 en 2024. Le secteur génère 11,8 Md€ de recettes fiscales.

Malgré cette dynamique, le Portugal ne compte qu'environ 1,1 borne de recharge par 1 000 habitants, contre 2 en moyenne dans l'UE, ce qui limite le développement des véhicules électriques. L'Association portugaise de l'automobile (ACAP) appelle à renforcer les infrastructures, à améliorer la couverture territoriale et à mettre en place des incitations pour les collectivités locales afin d'accompagner la transition vers l'électrique.

Logement

La construction de logements sociaux espagnols chute de 23 % en 2025 : 11 104 logements ont été achevés l'an dernier.

En 2025, la construction de logements sociaux en Espagne a fortement reculé, avec une baisse de 22,7 % et seulement 11 104 logements terminés, soit plus de 3 000 de moins qu'en 2024. Ce repli met fin à la reprise observée l'année précédente et intervient dans un contexte de crise persistante d'accès au logement : chaque année, environ 190 000 nouveaux ménages se forment dans le pays, alors que seulement 90 000 logements sont construits, soit un déficit annuel d'environ 100 000 logements.

La situation est d'autant plus préoccupante que les nouveaux projets ont chuté de 35 %, ce qui annonce une offre encore plus insuffisante dans les années à venir. Près de la moitié des logements construits sont destinés à la propriété, tandis que 37,4 % sont des logements locatifs, sans option d'achat. Malgré les plans publics et un investissement annoncé de 7 Md€ pour 2026-2030, le parc de logements sociaux reste très limité en Espagne (moins de 2 % du parc locatif), bien en dessous de la moyenne européenne proche de 9 %, ce qui souligne un déficit structurel face à une demande croissante.

Les prix de l'immobilier ont continué de grimper en 2025. Lisbonne franchit les 5 000 €/m².

Les prix de l'immobilier ont progressé de 6,8 % en 2025, avec une valeur médiane de 3 019 €/m² en décembre, selon l'indice de l'un des sites web de référence, *Idealista*. Lisbonne demeure la ville la plus chère (5 995 €/m²), suivie de Porto (3 885 €/m²) et de Funchal (3 861 €/m²), tandis que plusieurs villes affichent des prix proches de 2 000 €/m². Les données montrent une accélération au T3 2025, avec des hausses dans la moitié des 24 communes les plus peuplées. À Lisbonne, le seuil des 5 000 €/m² est franchi pour la première fois depuis le début

des relevés. Face à cette situation, la Commission européenne estime que le Portugal est l'un des pays « les plus durement touchés » par la crise du logement au sein de l'UE. L'exécutif européen souhaite identifier des mesures adaptées pour répondre aux besoins du marché portugais, notamment en matière de régulation des locations de courte durée et d'accès au logement abordable. Le gouvernement portugais a récemment multiplié les initiatives pour tenter d'enrayer la crise, en privilégiant une hausse de l'offre de logements. Le programme « *Construire Portugal* » prévoit ainsi des incitations fiscales à la construction, des allègements d'imposition pour les loyers abordables, ainsi qu'une simplification des procédures d'urbanisme. Des mesures ciblées visent également à faciliter l'accès au logement des jeunes et à mobiliser davantage de foncier constructible. Malgré ces efforts, leurs effets restent à ce stade incertains au regard du dynamisme persistant de la demande.

Andorre : le gouvernement revoit à la hausse son objectif de logements sociaux et prépare une loi sur le dégel des loyers.

À la suite de la publication des chiffres macro-économiques pour 2025 (3,9% de croissance du PIB et 88M€ d'excédent budgétaire), le gouvernement andorran a annoncé qu'il revoyait à la hausse son objectif de construction ou de mise sur le marché de logements sociaux, le relevant de 500 à 600 logements d'ici la fin de l'actuelle législature, au printemps 2027.

Un projet de loi de dégel des loyers est par ailleurs en discussion au Parlement. Le sujet est sensible, compte tenu de la crise du logement qui frappe la Principauté depuis le début de la décennie 2020. Diverses mesures ont été mises en œuvre pour limiter la hausse des prix, notamment un gel des loyers, ou bien le retrait de licences Airbnb pour remettre davantage de logements sur le marché.

Ce nouveau projet de loi, qui vise à contenter les associations de propriétaires tout en limitant les hausses de loyers pour les contrats de baux les plus anciens, ceux qui avaient été conclus avant le début de la crise, devrait être voté d'ici l'été, pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2027.

La Direction Générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid

Rédaction : Olivier Delteil, Alvaro Espino, Sandra de Gregorio (SER de Madrid), Diane Fattelay, Abdesslam Nagi, Jeanne Pais (SE de Lisbonne) et Thibault Houspic (Ambassade de France en Andorre)

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr et portugal@dgtresor.gouv.fr